

Communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo
Arrondissement de Saint-Lô
Département de la Manche

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU 11 SEPTEMBRE 2023

bc2023-09-11-004 : Délégation de maîtrise d'ouvrage avec la communauté de communes Villedieu Intercom pour la réalisation de travaux de restauration des cours d'eau mitoyens du bassin versant du Beaucoudray.

Le bureau de la communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo, dûment convoqué le cinq septembre deux mil vingt trois, s'est réuni le onze septembre deux mil vingt trois, à dix-huit heures, à l'hôtel de la communauté - 101 rue Alexis de Tocqueville - Saint-Lô - Salle de conseil, sous la présidence de Monsieur Fabrice LEMAZURIER, président

Madame Jocelyne RICHARD est désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire.

Étaient présents :

AGNEAUX : M. Alain SEVÊQUE, BOURGVALLÉES : M. Claude JAVALET, CANISY : M. Jean-Marie LEBÉHOT, CONDÉ-SUR-VIRE : M. Laurent PIEN, DANGY : M. Dominique PAIN, DOMJEAN : M. Louis JANNIÈRE, MARIGNY-LE-LOZON : M. Fabrice LEMAZURIER, MOON-SUR-ELLE : Mme Lydie BROTON, MOYON-VILLAGES : M. Jean-Pierre LOUISE, PONT-HÉBERT : M. Michel RICHOMME, SAINT-AMAND-VILLAGES : M. Jean LEBOUVIER, SAINTE-SUZANNE-SUR-VIRE : M. Antoine AUBRY, SAINT-FROMOND : M. Dominique QUINETTE, SAINT-GEORGES-MONTCOCQ : M. Jean-Yves LAURENCE, SAINT-GILLES : M. Jean-Luc LEROUXEL, SAINT-JEAN-DE-DAYE : Mme Nicole GODARD, SAINT-LÔ : M. Jean-Yves LETESSIER, M. Jérôme VIRLOUVET, SAINT-PIERRE-DE-SEMILLY : M. Jean-Claude BRAUD, TESSY-BOCAGE : Mme Jocelyne RICHARD, M. Michel RICHARD, TORIGNY-LES-VILLES : M. Mickaël GRANDIN

Étaient absents excusés et représentés :

LA BARRE-DE-SEMILLY : M. Loïc RENIMEL donne pouvoir à M. Mickaël GRANDIN, LE DÉZERT : Mme Florence MAZIER donne pouvoir à M. Fabrice LEMAZURIER, SAINT-CLAIR-SUR-L'ELLE : Mme Maryvonne RAIMBEAULT donne pouvoir à M. Alain SEVÊQUE, SAINT-JEAN-D'ELLE : Mme Marie-Pierre FAUVEL donne pouvoir à Mme Jocelyne RICHARD, SAINT-LÔ : M. Hervé LE GENDRE donne pouvoir à M. Jean-Yves LETESSIER

Étaient excusés :

LE MESNIL-AMEY : M. Jacques CLAIRAUX, SAINT-LÔ : M. Alexandre HENRYE, Mme Emmanuelle LEJEUNE, Mme Touria MARIE, Mme Virginie MÉTRAL, THÈREVAL : M. Thierry DUBOURG

Envoyé en préfecture le 14/09/2023

Reçu en préfecture le 14/09/2023

Publié le 14/09/2023



ID : 050-200066389-20230911-DEL20230911004-CC

- nombre de conseillers en exercice	33
- nombre de conseillers titulaires présents	22
- nombre de pouvoirs	5
- nombre d'absents non représentés	6



BUREAU COMMUNAUTAIRE Réunion du 11 septembre 2023

Service instructeur : Direction du cycle de l'eau et des infrastructures

Titre du rapport : Délégation de maîtrise d'ouvrage avec la communauté de communes Villedieu Intercom pour la réalisation de travaux de restauration des cours d'eau mitoyens du bassin versant du Beaucoudray

Rapporteur : Monsieur Jean-Luc LEROUXEL, vice-président

Mesdames, Messieurs,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L211-7,

Vu le code rural, notamment ses articles L151-36 et L151-40,

Vu le code de la commande publique,

Vu le contrat eau et climat signé avec l'agence de l'eau Seine-Normandie le 8 juillet 2021,

Vu l'arrêté préfectoral du 6 juin 2023 portant déclaration d'intérêt général de travaux issus du programme de restauration des cours d'eau du bassin versant du Beaucoudray, du Précorbin/du Torigni et de la Vire moyenne,

Vu la délibération n°bc2023-06-19-021 du bureau communautaire du 19 juin 2023 attribuant le marché de restauration des cours d'eau 2023-2027–Hain, Jacre, Beaucoudray, Précorbin,

Vu la délibération n°cc2023-07-03-003 du conseil communautaire du 3 juillet 2023 donnant délégation de pouvoir du conseil communautaire au bureau communautaire, notamment son article 4.4 pour prendre toute disposition et conclure les conventions de maîtrise d'ouvrage unique, ce co-maîtrise d'ouvrage pour la durée totale de la convention dans le cadre des politiques et des dotations budgétaires maximales décidées par le conseil communautaire.

CONSIDERANT ce qui suit :

Depuis 2014, Saint-Lô Agglo porte un programme de travaux de restauration des cours d'eau sur les affluents de la Vire et de la Taute. L'objectif de ce programme est d'atteindre un bon état écologique des masses d'eau, de minimiser les risques d'inondation, de garantir durablement les usages de l'eau et de favoriser une libre circulation des sédiments et des poissons migrateurs.

Le programme de restauration comprend des travaux de restauration de la végétation et suppression des embâcles, l'installation de clôtures et d'abreuvoirs pour empêcher l'accès direct du bétail aux cours d'eau, de passerelles à engins et des travaux de restauration de la continuité écologique (retrait de buses).

Saint-Lô Agglo a signé en 2021 avec la ville de Saint-Lô, le syndicat de la Vire, le syndicat départemental d'eau de la Manche et l'agence de l'eau Seine-Normandie un contrat de territoire « Eau et Climat » pour la période 2021-2024. Celui-ci comprend un programme de restauration et d'entretien du Beaucoudray et de ses affluents.

Le Beaucoudray s'écoule sur les communes de Beaucoudray et Tessy-Bocage. Il fait frontière avec la commune de Montabot située sur la communauté de communes de Villedieu Intercom.

Le programme global de restauration du Beaucoudray et de ses affluents est évalué après un diagnostic de terrain à 535 200 € TTC et comprend 2 tranches de travaux. Les travaux de la communauté de communes de Villedieu Intercom portent sur la tranche 1 pour 6,65 km pour un montant global de 186 802,20 € TTC.

En vue de mener le programme de restauration de façon cohérente sur les deux berges du Beaucoudray et sur ses affluents et de simplifier les contacts avec les propriétaires et exploitants concernés, il est proposé d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée des travaux pour la communauté de communes de Villedieu Intercom.

Saint-Lô Agglo dépose la déclaration d'intérêt général et fait la demande de subvention auprès de l'agence de l'eau Seine-Normandie et du fonds européen de développement régional.

Saint-Lô Agglo s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires au bon déroulement de l'opération durant toute la période de programmation et de suivi des travaux qui aura lieu du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2025.

Le montant maximal de la participation de la communauté de communes de Villedieu Intercom, intégrant les frais liés au temps d'animation, s'élève à 44 597,24 € TTC.

Le montant définitif sera établi sur la base d'un décompte final des dépenses réelles.

Les modalités de mise en œuvre de l'entente sont détaillées dans la convention jointe en annexe.

Le bureau communautaire, après en avoir délibéré, adopte à l'unanimité :

- le plan de financement,
- l'autorisation donnée au président à signer la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage portant sur la réalisation des travaux sur les cours d'eau concernés, tout avenant éventuel ainsi que tout document lié à cette affaire,
- l'autorisation donnée au président à signer les conventions de travaux avec les exploitants et les propriétaires présents sur le territoire de la communauté de communes Villedieu Intercom et sur celui de Saint-Lô Agglo et tout document lié à cette affaire,
- l'autorisation donnée au président à engager et à mandater les dépenses correspondantes à ces décisions,
- l'autorisation d'engager et de titrer les recettes correspondantes auprès de la communauté de communes Villedieu Intercom.

Ainsi délibéré en séance.

Envoyé en préfecture le 14/09/2023

Reçu en préfecture le 14/09/2023

Publié le 14/09/2023

ID : 050-200066389-20230911-DEL20230911004-CC



Le président de Saint-Lô Agglo certifie le caractère exécutoire de la présente délibération
reçue en préfecture le 14 septembre 2023 et affichée le 14 septembre 2023

Extrait certifié conforme

Signé électroniquement

Monsieur Fabrice LEMAZURIER

Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la restauration du cours d'eau du Beaucoudray et de ses affluents

Entre

L'intercommunalité Villedieu Intercom, dont le siège est

Villedieu Intercom

Maison des services

11 Rue Pierre Paris

50800 Villedieu-les-Poêles-Rouffigny

représentée par son président, M. Charly Varin, habilité par délibération du conseil communautaire en date du 6 avril 2023, autorisant le président à signer la convention

Et

La communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo, dont le siège est

Saint-Lô Agglo

70 rue du Neufbourg

CS 43708

50008 SAINT-LO CEDEX

représentée par son président, M. Fabrice Lemazurier, habilité par délibération du bureau communautaire en date du 11 septembre 2023, autorisant le président à signer la convention

Sommaire

Référence.....	3
Préambule.....	3
Articles de la convention.....	4
Article 1 : Objet de la convention	4
Article 2 : Durée	4
Article 3 : Nature des travaux.....	4
Article 4 : Approbation des avant-projets en cas de restauration hydromorphologique.....	5
Article 5 : Conférence intercommunale et commission spéciale.....	5
Article 6 : Obligation des parties	6
Article 7 : Structure pilote.....	6
Article 8 : Accord sur la réception des travaux	6
Article 9 : Avenants.....	6
Article 10 : Dispositions financières.....	7

Article 11 : Avenant.....	8
Article 12 : Litiges et voies de recours.....	9
Article 13 : Actions en justice	9
Signataires	9

Référence

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'environnement, notamment son article L211-7,
Vu le code rural, notamment ses articles L151-36 et L151-40,
Vu le code de la commande publique,
Vu le contrat eau et climat signé avec l'agence de l'eau Seine Normandie le 8 juillet 2021,
Vu l'arrêté préfectoral du 06 juin 2023 portant déclaration d'intérêt général de travaux issus du programme de restauration des cours d'eau du bassin versant du Beaucoudray, du Précorbin/du Torigni et de la Vire moyenne,

Préambule

Dans le cadre du contrat « eau et climat 2021-2024 » signé avec l'agence de l'eau Seine-Normandie, Saint-Lô s'engage à mettre en œuvre un programme de restauration des cours d'eau, celui-ci porte notamment sur le Beaucoudray et ses affluents.

Les objectifs de ce programme sont d'atteindre le bon état écologique des masses d'eau, la préservation et l'amélioration de la ressource en eau et des écosystèmes aquatiques (fleuves, rivières, étangs...), la continuité du lit mineur, la diversité des habitats et la connexion avec les zones humides.

Le bassin versant du Beaucoudray traverse deux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) : Villedieu Intercom et Saint-Lô Agglo.

Afin d'avoir une vision globale et complète du bassin versant du Beaucoudray, une entente sera établie entre la communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo et la communauté de communes Villedieu Intercom. Ainsi, les deux établissements publics s'engagent dans une démarche commune de restauration des milieux aquatiques sur le bassin versant du Beaucoudray et ont décidé de s'organiser ensemble et de s'associer. Dans le cadre de cette entente, un poste de technicien spécialisé dans la gestion des eaux et des milieux naturels sera mutualisé.

Les travaux du programme d'actions sont réalisés dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général, en association avec les acteurs territoriaux et partenaires concernés.

Le réseau hydrographique du bassin versant du Beaucoudray s'étend sur trois communes, dont une appartient à Villedieu-Intercom.

Tableau 1 : Répartition géographique des bassins versants

Communes	Saint-Lô Agglo	Villedieu-Intercom
Montabot		X
Beaucoudray	X	
Tessy-Bocage	X	

Afin de réaliser ce Programme pluriannuel de restauration (PPR), l'intercommunalité Villedieu Intercom a délibéré favorablement sur le montant total prévisionnel de travaux, le plan de financement et le calendrier de réalisation en date du 6 avril 2023 tout comme Saint-Lô Agglo en date du 11 septembre 2023.

Ainsi dans l'objectif de faciliter la phase opérationnelle des travaux et de simplifier le suivi administratif et comptable, l'intercommunalité Villedieu Intercom propose de déléguer sa maîtrise d'ouvrage à la communauté d'agglomération de Saint-Lô Agglo sur une durée équivalente à la période inscrite dans la déclaration d'intérêt général.

Articles de la convention

Les parties ont décidé :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de fonctionnement d'une entente et les obligations administratives et financières entre Saint-Lô Agglo et Villedieu Intercom pour la mise en œuvre de leurs compétences en matière de protection et de restauration des milieux aquatiques sur le bassin versant du Beaucoudray.

Chacun des établissements publics peut néanmoins engager des actions qui lui sont propres dans ces domaines indépendamment de l'entente, soit par intérêt non partagé, soit par absence d'accord. Ils s'obligent toutefois à s'informer respectivement dans le cadre de l'entente de toutes actions entreprises individuellement pouvant avoir un effet sur l'atteinte des objectifs communs.

Article 2 : Durée

La présente convention est conclue jusqu'à l'achèvement du programme de travaux.

Elle peut être résiliée à la demande motivée de l'une des parties. Dans ce cas, la partie à l'initiative de laquelle intervient la résiliation, en informe l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant la date effective de résiliation.

Sauf dénonciation au plus tard 6 mois avant son échéance, la présente convention sera reconductible pour la même durée telle qu'initialement conclue.

Aucune convention nouvelle ne pourra être établie sur la base de la présente convention une fois celle-ci résiliée. Ainsi, toute convention, antérieurement établie sur la base de la présente, sera maintenue et portée à son terme, et ne pourra être résiliée qu'après délibération en ce sens par l'organe délibérant de chacun des membres de l'entente, sur proposition motivée de la commission spéciale, et après décompte ouvrant sur le règlement des sommes prises en charge par chacune des parties dans les conditions définies à l'article 10 – Dispositions financières.

Les parties conviennent préalablement à toute décision de résiliation de mettre en œuvre toutes les dispositions amiables nécessaires au règlement des litiges qui pourraient intervenir à l'occasion de la résiliation de l'objet de la présente convention.

Article 3 : Nature des travaux

3.1. Gestion de la végétation

Cette intervention vise à appliquer l'article L215-14 du code de l'environnement stipulant de conserver au cours d'eau son écoulement naturel et de garantir ainsi le bon état écologique de ce milieu.

Ceci implique une gestion raisonnée visant :

- l'enlèvement des embâcles (barrages de végétation),
- l'élagage sélectif des plus grosses branches basses,
- l'abattage des arbres sénescents (morts) ou à fort penchant,
- le débroussaillage des ronciers ou l'élagage des branches surplombant la berge.

3.2. La réalisation des aménagements

Ces aménagements sont liés à l'activité d'élevage sur les parcelles riveraines. L'objectif de ces aménagements est d'empêcher la divagation et le piétinement du bétail dans le lit du cours d'eau, de préserver la stabilité des berges et favoriser la reconstitution de la haie rivulaire.

- Dispositif d'abreuvement :
 - Descente aménagée
- Dispositifs de franchissement :
 - Passerelle engins agricoles
 - Passage à gué
 - Encaissement cailloux
- Dispositifs de protection :
 - Clôtures électriques
 - Clôtures classique à 1 rang de ronces

3.3. Restauration de la continuité écologique

La continuité peut être entravée par des obstacles transversaux tels que des seuils ou des buses. L'objectif de ces aménagements est de rétablir la continuité écologique sur les cours d'eau, pour permettre la libre circulation des espèces animales et favoriser le bon déroulement du transport des sédiments.

- Dispositifs de restauration de la continuité écologique
 - PEHD (polyéthylène haute-densité)

3.4. Restauration hydromorphologique

L'objectif de ces aménagements réalisés dans le lit est d'accélérer la vitesse de l'eau et diversifier les habitats. Ils permettent de reconstituer un profil en long plus intéressant pour la faune piscicole et un profil en travers moins large dans le but de favoriser l'autoépuration naturelle de l'eau.

- Dispositifs de restauration de la continuité écologique
 - Recharge en granulats
 - Remise en fond de talweg du cours d'eau

Article 4 : Approbation des avant-projets en cas de restauration hydromorphologique

La communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo sollicite l'accord préalable de la communauté de communes Villedieu Intercom sur le projet de restauration hydromorphologique. A cet effet, le dossier d'avant-projet correspondant est adressé par courriel (contact@saint-lo-agglo.fr) à la communauté de communes Villedieu Intercom (accueil@villedieuintercom.fr), qui transmettra sa décision par courriel ou par courrier à la communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo.

Article 5 : Conférence intercommunale et commission spéciale

L'entente débat des questions d'intérêt commun dans le cadre de conférences.

Chaque conseil communautaire est représenté dans ces conférences par une commission spéciale qu'il désigne à cet effet.

La commission spéciale est composée de trois membres désignés au sein de chacune des assemblées délibérantes conformément à l'article L5221-2 du code général des collectivités territoriales.

Les fonctions des membres de la commission spéciale expirent lors du renouvellement du conseil communautaire qui les a élus.

La conférence intercommunale se réunit au minimum une fois par an et à chaque fois que de besoin à la demande de l'un des établissements publics cocontractants.

La conférence doit :

- Débattre des questions d'intérêt commun,
- Informer les établissements publics cocontractants par l'organisation régulière auprès des conseils communautaires de réunions d'informations,
- Proposer et valider les programmes annuels d'actions,
- Présenter les propositions aux conseils communautaires,
- Evaluer les bilans, les comptes et le rapport de gestion,
- Proposer les orientations et le budget prévisionnel,
- Assurer le suivi de la programmation financière des actions, et vérifier la conformité des investissements prévus ainsi que la participation de chaque établissement public.

L'entente n'a pas de rôle exécutif. Les orientations, recommandations, éventuellement conclusions et propositions émises en conférence ne deviennent exécutoires qu'après avoir été délibérées et ratifiées par des délibérations concordantes des conseils communautaires de l'entente.

Au cas où il y a parité de voix sur un sujet débattu au sein de la conférence, les commissions spéciales porteront les propositions auprès des assemblées des membres de l'entente pour délibération.

Article 6 : Obligation des parties

Chacune des parties s'engage à mettre en œuvre les moyens humains et matériels nécessaires au bon déroulement de l'entente, notamment à :

- Désigner trois représentants de chacun des établissements publics au sein de la commission spéciale,
- Participer aux réunions de la commission spéciale et délibérer sur les projets qui lui seront soumis,
- Informer l'autre établissement public de tous projets réalisés pouvant avoir une incidence sur l'atteinte des objectifs communs,
- Participer financièrement aux charges liées à tout projet d'intérêt commun en s'acquittant des sommes dues auprès de l'établissement public désigné maître d'ouvrage du projet par voie de convention spécifique selon la répartition prévue par la présente entente, dans le respect de la programmation financière adoptée pour ce projet et validée par les conseils communautaires.

Article 7 : Structure pilote

La communauté d'agglomération Saint-Lô Agglo est désignée comme structure pilote de l'entente.

La structure pilote est le membre de l'entente qui fournit le cadre logistique, administratif et comptable pour les opérations réalisées dans le cadre de l'entente. A ce titre, elle réalise les demandes de subvention, règle les factures et émet les courriers. Elle élabore les consultations de marchés publics et signe les marchés avec les entreprises retenues.

Article 8 : Accord sur la réception des travaux

Les réceptions de travaux seront organisées par le délégataire, qui sera seul habilité à décider de la réception des travaux et de la levée des réserves éventuelles.

Article 9 : Avenants

Si les parties souhaitent apporter des modifications aux présentes dispositions, elles peuvent le faire sous la forme d'un avenant.

Article 10 : Dispositions financières

La communauté de communes Villedieu Intercom s'engage à participer financièrement aux opérations communes dans le cadre de l'entente selon un programme de travaux et une programmation financière discutés en conférence, proposés par les commissions spéciales aux conseils communautaires et validés par ces derniers via leur délibération.

L'ensemble des travaux effectués sur la commune de Montabot (territoire de Villedieu Intercom) sera payé intégralement par Villedieu Intercom, après déduction des subventions.

Les dépenses comprennent :

- Les travaux de restauration
- Les frais du technicien chargé de la programmation et du suivi des travaux

10.1. – Coût estimatif des travaux sur le territoire de Saint-Lô Agglo

Suite à un diagnostic des parcelles riveraines du Beaucoudray concernées par ce projet, réalisé en décembre 2022, le montant des travaux a été estimé à **186 802,20 euros TTC**.

Ces travaux **hormis les passages à gué** doivent faire l'objet d'un soutien financier de la part de **l'agence de l'eau Seine-Normandie à hauteur de 50% et des Fonds européen de développement régional à hauteur de 30%** du montant total des travaux.

Le détail estimatif des travaux est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1 : Programmation de travaux et part d'autofinancement sur Villedieu Intercom

Tranche	Commune	Cours d'eau	Longueur des cours d'eau	Montant travaux TTC	Subventions (hors passages à gué)	Part autofinancement TTC (20% + totalité des passages à gué)
1	Montabot	L'Hôtel riché, la Léverie 1, la Léverie 2, Le Hamel Faby 1, Le Hamel Faby 2, la Durandière 1, la Durandière 2, Le beaucoudray, le source de la Grimaudière	6,65 km	186 802,20	AESN 50 % : 89 951,10 FEDER 30 % : 53 970,66	42 880,44

Par conséquent, le montant restant à la charge de Villedieu Intercom pour les travaux est de **42 880,44 euros TTC**.

Tableau 2 : Détails des coûts sur Villedieu Intercom

Intitulé	Quantité	Unité	P.U (€ HT)	Total (€ HT)	Total (€ TTC)
Entretien lourd	164	ml	5,90	967,60	1 161,12
Clôture électrique 1 rang	1 373	ml	2,90	3 981,7	4 778,04
Clôture électrique ruban	81	ml	5,00	405,00	486,00
Clôture classique à 1 rangs de ronces	1 938	ml	4,80	9 302,4	11 162,88
Clôture classique à 2 rangs de ronces	6 317	ml	5,40	34 111,80	40 934,16
Passage hydrotube	39	U	1 860,00	72 540,00	87 048,00
Passerelle mixte	1	U	11 995,00	11 995,00	14 394,00
Descente aménagée	16	U	950,00	15 200,00	18 240,00
Passage à gué	5	U	1 150,00	5 750,00	6 900,00
Embâcle supérieur à 1m3	5	U	190,00	950,00	1 140,00
Embâcle inférieur à 1m3	1	U	90,00	90,00	90,00
Encaissement cailloux	12	T	32,50	390,00	468,00
Total					186 802,20 €

L'intercommunalité Villedieu Intercom s'engage à inscrire à son budget les sommes correspondantes à la part d'autofinancement.

La participation financière sera équivalente, après la déduction des aides, aux dépenses réelles.

10.2. – Coût de l'animation liée au projet

La mise en œuvre de ce projet nécessite un temps d'animation pour préparer et suivre ces travaux. Pour réaliser ce travail, Saint-Lô Agglo met à disposition un technicien « rivières » de son service grand cycle de l'eau qui sera chargé de réaliser les missions détaillées dans le tableau ci-dessous :

Type d'intervention	Temps total estimé dans le cadre du projet
Diagnostic de terrain et rencontre des riverains (agriculteurs et propriétaires)	15 heures
Démarches administratives (conventions de travaux, marché public, subventions,)	15 heures
Gestion des chantiers (planification, organisation, réunions de chantier, ...)	50 heures
Total	80 heures

Les deux établissements publics de coopération intercommunale conviennent que le coût de l'animation est calculé sur la base du temps passé selon un coût horaire calculé à partir des charges de fonctionnement déduit des subventions.

Ainsi pour l'année 2023, le coût horaire maximum est estimé par le service des ressources humaines à 21,46 € / heure.

Par conséquent, le montant estimatif maximum à la charge de Villedieu Intercom pour l'animation liée à ce projet est de **1 716,80 euros**.

Les montants sont ajustés au regard des dépenses réelles.

Soit une contribution totale maximale à la charge de Villedieu Intercom de **44 597,24 € TTC**.

Article 11 : Avenant

La convention peut faire l'objet d'un ou de plusieurs avenants après accord des deux parties.

Article 12 : Litiges et voies de recours

En cas de litiges survenant dans l'application de la présente convention, les parties s'engagent à régler le différend de façon amiable au sein de la commission spéciale.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet HYPERLINK "<http://www.telerecours.fr/>" www.telerecours.fr.

Les parties à la présente convention s'efforcent de régler à l'amiable tout différend ou litige qui pourrait naître de l'interprétation de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat.

A défaut d'accord à l'amiable intervenu sous 30 jours de sa signification par l'une ou l'autre des parties, tout litige pouvant naître de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention, est soumis au tribunal administratif de Caen.

Article 13 : Actions en justice

L'entente n'a pas de personnalité morale, elle ne peut intenter d'actions en justice.

Chaque établissement public cocontractant continue de pouvoir exercer les actions en justice pour son propre compte après délibération et décision en ce sens de son assemblée délibérante, sauf précision expresse dans la convention spécifique à chaque opération.

Signataires

Fait en deux exemplaires, à Saint-Lô, le

Le président de la communauté
d'agglomération de Saint-Lô Agglo

Le président de la communauté de
communes Villedieu Intercom

Fabrice Lemazurier

Charly Varin